

Prologue

Comment parler d'économie...

« L'économie n'existe pas », titrait un essai récent, au milieu de la floraison de publications sur la crise actuelle, ses causes, ses conséquences, les remèdes possibles. Volontairement provocatrice, l'expression saisit néanmoins avec justesse un malaise bien réel sur ce terme. Démon incontrôlable pour les uns, logique naturelle pour les autres, source des crises et des désordres actuels pour beaucoup, l'économie est en outre souvent confondue avec d'autres notions pas moins abstraites comme capitalisme, marché, concurrence, libéralisme ou finance. Il existe pourtant des réalités économiques, des réalités fortes que nous vivons comme salariés, consommateurs, emprunteurs, citoyens, des réalités que nous subissons ou dont nous profitons, mais que nous aimerions mieux comprendre et pouvoir discuter. Toute approche de l'économie est pour cette raison nécessairement personnelle et singulière. En ouverture, il semble donc important d'expliquer quel est mon point de vue, ce fameux « d'où je parle » cher aux sociologues. L'économie est d'abord mon métier comme enseignant, chercheur, parfois consultant. De formation scientifique, j'ai commencé par l'initiation aux modèles et principales théories de la micro-économie, macroéconomie, économie internationale, économie industrielle, de l'innovation, du travail..., formation complétée, par goût de l'écrit, par la lecture des grands oeuvres de l'histoire économique.

Cependant, la véritable prise de conscience de la nature particulière des phénomènes économiques m'a été fournie par la découverte, l'étude et l'analyse de l'*entreprise*. Paradoxalement, j'ai mesuré toute l'importance de cet acteur, pourtant évident mais souvent masqué dans les théories économiques, en me penchant sur des exemples d'organisations productives *a priori* les plus éloignées de l'entreprise traditionnelle. D'abord, dans les années 1994-1998, en travaillant avec mes collègues économistes de l'École des Mines sur la restructuration des combinats militaires de l'ex-Union soviétique. Vu d'ici, il s'agissait d'abord et exclusivement du transfert de la propriété du capital de l'État vers des actionnaires privés, le fameux processus de privatisation sur lequel on a beaucoup écrit. Pourtant, la plongée dans les situations concrètes de ces combinats, dans le cadre de programmes de soutien et d'accompagnement financés par l'Union européenne, a permis de mettre en évidence des enjeux plus profonds, plus radicaux, et conditionnant le succès des actions d'assistance mises en œuvre. L'accent mis rituellement par les consultants européens sur le marketing et le commercial n'avait en effet aucun sens tant qu'un certain nombre de préalables n'étaient pas remplis : clarification du périmètre de l'entreprise, ses actifs, ses productions propres ; rationalisation des décisions d'investissement, de produits, de prix autour de calculs économiques de rentabilité donc d'une mesure appropriée du capital ; prise en compte des effets dynamiques tels que les délais de retour, le besoin en fonds de roulement, l'innovation... Tous ces éléments exigent de définir ce qu'est l'entreprise, ses frontières, ses salariés, ses ressources, faute de quoi une privatisation formelle de la propriété conduit à une confusion entre des éléments d'intérêt collectif (une usine d'électricité alimentant

la ville, une école...) et les actifs de l'entreprise proprement dit, source d'inévitables et choquants détournements au profit d'individus sans vraie légitimité.

Cette découverte, en creux, de la nature irréductible et des fonctions spécifiques de l'entreprise a été confortée et généralisée par ma recherche de doctorat sur les producteurs d'armement en France. On retrouvait là en effet des acteurs ayant la forme juridique de l'entreprise, mais qui, en raison d'un lien très particulier et étroit avec l'État, avaient développé un mode de fonctionnement économique, industriel et financier complètement original. J'ai ainsi montré comment, de 1960 à 1995, les caractéristiques de ces entreprises étaient définies par leur mode de relation avec la puissance publique, autour de la logique de programme. La nature de leurs métiers, leurs compétences, la structure de leur bilan, leurs dynamiques de diversification ont été principalement dictées par leur participation aux programmes. Lorsque la fin de la guerre froide et l'effondrement de l'Union Soviétique ont dessiné un autre paysage stratégique mondial, cela n'a pas seulement exigé de réduire des capacités excessives ou de fusionner avec des homologues étrangers équivalents, mais bien de refonder complètement la nature même, la logique économique de l'entreprise. Le malheureux « Thomson ne vaut rien » comme les aléas de la fusion des parties allemandes et françaises au sein d'EADS, ou encore la mantra de la concurrence ressassée par un management avec la ferveur des derniers convertis aux salariés chez France Telecom, ont tour à tour illustré les difficultés très profondes de compréhension du problème.

Mon appréhension et ma pratique de l'économie ont aussi une particularité chronologique. La génération à laquelle j'appartiens a en effet vécu dès sa naissance avec le mot « crise » pour

désigner l'environnement économique dans lequel nous avons évolué. Et pourtant, difficile d'ignorer les bouleversements très profonds intervenus depuis 40 ans dans notre économie : chocs pétroliers, chute du mur de Berlin, introduction de l'euro, plus récemment prise de conscience des dimensions environnementales, globalisation croissante, poids grandissant des pays émergents... À force d'être répété pour désigner ce qui se passe, le mot crise a perdu toute capacité d'explication et de compréhension des phénomènes à l'œuvre. Censé désigner étymologiquement une perturbation temporaire précédant un retour à l'état antérieur, il manifeste aujourd'hui une incapacité grandissante à repérer et faire partager les enjeux économiques et la définition des possibles réponses politiques. Le besoin est pourtant grandissant et universel comme j'ai pu le mesurer aussi bien au sein des entreprises, des administrations, des lycées ou dans des réunions publiques variées, lorsque l'occasion m'a été donnée d'investiguer, de présenter ou de débattre des évolutions de nos entreprises, de notre industrie, des politiques publiques poursuivies. Pour cela, l'économie me semble être un indispensable langage, un mode d'exposition des faits, des mécanismes et des conséquences possibles.

J'ai rédigé cet essai dans ce but : contribuer modestement à l'appropriation par tous du discours économique en examinant les conditions nécessaires, les obstacles à lever, les approches à suivre. Refouler ou diaboliser l'économie ne peut que conduire à un violent retour de la réalité, dont les issues sont largement imprévisibles et risquées pour tous. Essayer de la pratiquer, la comprendre, l'analyser me semble au contraire un moyen à la fois de démocratie et de liberté, de choix collectifs véritables au terme de débats, de comparaisons, de confrontations réalistes et pertinentes. Parier que l'économie est une force,

qu'il s'agit de comprendre pour la maîtriser et l'orienter dans le sens des préférences collectives est une utopie pas moins généreuse et motivante, voire révolutionnaire, que les discours alternatifs passés, qui peuvent séduire un moment mais dont on a malgré tout confusément conscience qu'ils ne sont pas les meilleurs moyens de changer véritablement notre monde. Voici donc quelques cailloux semés sur le chemin de cette utopie renouvelée !

1

Du *malentendu* entre économie et politique

Point de départ : un décalage de plus en plus insupportable

Dans le sondage « *Regards croisés sur la mondialisation dans dix pays* » réalisé par Ifop pour *La Croix* fin décembre dernier, plus de la moitié des Français considéraient que l'économie est encore en pleine crise (21 % en Allemagne), et 62 % d'entre eux estiment que le pays est mal placé dans la compétition mondiale. Cette inquiétude générale sur l'état et l'avenir économiques de la France se décline concrètement en une série de questions, abondamment débattues : Les Chinois sont-ils en train de mettre la main sur nos technologies en achetant nos entreprises ? Comment se fait-il qu'en pleine crise les prix de l'immobilier continuent d'augmenter de plus de 10 % l'an ? Les usines vont-elles toutes disparaître, fermées ou délocalisées ? Le chômage massif des jeunes est-il une fatalité ? Faut-il augmenter la TVA pour financer le système de protection sociale ? Doit-on continuer à soutenir les entreprises avec des dizaines de milliards d'euros d'aides publiques ? Pourquoi notre déficit commercial se creuse-t-il autant alors que l'Allemagne accumule des excédents ? La croissance, les produits et les emplois dits « verts » sont-ils une mode, une stratégie marketing ou bien une authentique réalité économique ? Comment échapper au poids écrasant de la dette

publique et des déficits chroniques du budget de l'État ? Faut-il continuer à aider la Grèce à coups de dizaines de milliards d'euros ? Sortir de l'euro est-il possible, souhaitable ? Peut-on sortir du nucléaire et à quel coût ?

Il ne s'agit pas là seulement de querelles d'experts mais bien de préoccupations quotidiennes discutées un peu partout : dans les espaces privés et familiaux, au sein des entreprises, à la une des médias et de la presse, dans les débats politiques. Tous les sujets évoqués ont une importante dimension économique. Pourtant l'écoute attentive des « discours » révèle un décalage énorme, et de plus en plus insupportable, entre les représentations, les mots et les images de l'économie tels que manipulés par les politiques et les médias et la réalité concrète vécue par les salariés dans leur entreprise et les familles dans leur quotidien. Dans la plupart des cas, l'analyse sérieuse des phénomènes économiques en jeu reste sommaire voire inexistante. Le résultat, voulu ou non, est de faire de l'économie une force extérieure, incontrôlable, fondamentalement mauvaise, et responsable de toutes les difficultés actuelles. Cette posture signe non seulement une facilité et un renoncement du politique mais elle aussi inefficace car elle alimente une frustration croissante mêlant sentiment d'impuissance, colère, découragement, voire cynisme. Paradoxalement, refuser d'analyser de l'intérieur la logique des processus économiques, ou bien ce qui revient au même les dénaturer par des lectures idéologiques trop simplistes, conduisent à un fatalisme paralysant offrant le champ libre au seul jeu des intérêts économiques. Renoncer à comprendre l'économie en la rejetant à distance a aussi pour effet d'accroître la dépendance et l'isolement des plus fragiles, qui sont aussi les moins informés, en les privant de clés d'interprétation du monde et en leur laissant pour seule

perspective un autre monde utopique. La démagogie et le populisme prospérant sur l'ignorance, l'économie est devenue leur terrain privilégié de conquête, à coups de slogans, de raccourcis biaisés, de boucs émissaires et de solutions magiques.

Démarche

Ce livre est construit sur trois convictions fortes. En premier lieu, il n'y a aucune raison que les principales questions économiques soient confisquées par quelques experts (souvent autoproclamés) et soustraites au débat public avec de faux arguments de complexité et d'absence de connaissances. Il s'agit même là d'un enjeu démocratique essentiel. Les politiques, pour lutter contre un rejet croissant, alimenté par leur incapacité (réelle ou supposée) à agir réellement sur l'économie, ont souvent choisi une voie de facilité qui consiste à se déculpabiliser en pointant des coupables : l'Europe, la globalisation, la finance... Mais en se plaçant ainsi dans une posture de sujétion à des forces externes jugées plus puissantes, c'est la légitimité même de leur fonction politique qu'ils remettent ainsi en cause. La phrase malheureuse du Premier ministre Lionel Jospin déclarant qu'il « ne faut pas tout attendre de l'État » restera le symbole malheureux de cette approche. Une autre voie est pourtant possible, celle de la pédagogie, de l'explication et de l'implication de tous. Elle exige courage, opiniâtreté et volonté. Pierre Mendès-France dans son discours du 3 juin 1953 à l'Assemblée nationale pour demander l'investiture de président du conseil avait pris le risque d'affirmer ainsi : « *Gouverner, c'est choisir, si difficiles que soient les choix. Choisir, cela ne veut pas dire forcément*